

Brochure n° 3611 | Convention collective nationale

IDCC : 7008 | **PERSONNEL DES ORGANISMES DE CONTRÔLE LAITIER**

Convention collective nationale

IDCC : 7021 | **SÉLECTION ET REPRODUCTION ANIMALES**
(Entreprises)
(15 avril 2008)

(Étendue par arrêté du 12 décembre 2008,
Journal officiel du 20 décembre 2008)

Accord du 6 novembre 2023

relatif au devenir des accords nationaux signés
dans les deux branches historiques
et applicabilité des accords conclus au niveau interbranches

NOR : AGRS2497051M

IDCC : 7008, 7021

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

ELIANCE Association, anciennement « France Conseil Élevage FCEL » ;

Syndicat national des centres d'insémination animale SNCIA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Confédération française démocratique du travail CFDT Agri Agro ;

Union nationale des syndicats autonomes UNSA 2A ;

Confédération française de l'encadrement – Confédération générale des cadres CFE-CGC Agro,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La signature de la convention collective nationale du conseil et service en élevage du 6 juillet 2023 a concrétisé le projet de faire naître une nouvelle branche professionnelle, représentative d'un secteur économique et social spécifique dans lequel les hommes et les femmes interviennent au service des éleveurs de ruminants en France, pour leur apporter une expertise et un savoir-faire en amont de la chaîne de production de lait et de viande.

Cette convention collective nationale se substituera selon le calendrier prévu (partiellement le 1^{er} janvier 2025 puis totalement le 1^{er} janvier 2026) aux deux conventions collectives nationales (CCN) qui existaient auparavant, rattrapées par l'exigence légale de concerner plus de 5 000 salariés : la CCN du contrôle laitier (7008) signée en septembre 2002, d'une part, et de la sélection et reproduction animales (7021), conclue en avril 2008, d'autre part.

Il implique donc pour les partenaires sociaux de s'accorder sur le devenir des accords nationaux qui ont pu être conclus, au fil des années, en complément de ces deux CCN.

Certaines dispositions sont devenues, de fait, obsolètes ou caduques par la signature de la convention collective nationale du 6 juillet 2023 ou par des accords interbranches conclus au niveau de La Coopération Agricole (LCA). Certains accords se sont éteints par l'arrivée de leur terme. D'autres peuvent être conservées à l'avenir quitte à faire l'objet d'une renégociation.

C'est pourquoi, les parties se sont rapprochées afin d'acter pour ces accords la caducité au 31 décembre 2024 (sauf classification et rémunération) ou au contraire la survie après cette date, le cas échéant, avec renégociation.

C'est dans ce contexte qu'a été conclu le présent accord collectif, destiné à compléter les dispositions de la nouvelle convention collective nationale signée le 6 juillet 2023.

Les autres dispositions de ce texte sont inchangées.

Article 1^{er} | Champ d'application

Article 1.1 | Dispositions générales

Les dispositions du présent accord sont applicables à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application :

- de la convention collective nationale du contrôle laitier du 16 septembre 2002 (IDCC 7008) ;
- de la convention collective nationale de la sélection et reproduction animales du 15 avril 2008 (IDCC 7021),

ci-après dénommées « les deux branches historiques » ;

- et de la convention collective nationale du conseil et service en élevage du 6 juillet 2023 (IDCC en cours),

ci-après dénommées « la nouvelle branche ».

Article 1.2 | Dispositions applicables aux entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant des branches précitées.

Elles concernent de façon identiques les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une représentation uniforme. L'obligation issue des articles L. 2232-10-1 et L. 2261-23-1 du code du travail est ainsi respectée.

Article 2 | Devenir des accords conclus par France Conseil Élevage (FCEL), aujourd'hui dénommée « ELIANCE Association »

(Voir page suivante.)

Objet	Date de signature	Durée	Extension	Commentaires	Devenir au 01/01/2025
Accord « Formation professionnelle »	21/06/2005 Puis divers avenants, le dernier : 02/07/2015	Durée indéterminée	Arrêté du 20/06/2016	Avenant de 2015 organise intégration à OCAPIAT et observatoire métiers, suite accord interbranche du 30/10/2014 (cf. <i>infra</i>)	Sujet régi maintenant au niveau LCA/interbranches coop Accord caduc depuis le 01/01/2021
Accord collectif national relatif au dialogue social dans la branche du contrôle laitier	15/11/2006	Durée indéterminée		Prévoit diverses modalités de conclusion d'accords d'entreprise en l'absence de DS. Possibilités qui existent aujourd'hui dans la loi	Contenu obsolète vues les évolutions du code du travail Accord réputé caduc
Accord relatif à l'égalité professionnel entre les hommes et les femmes	27/09/2011	Durée indéterminée	Arrêté du 06/06/2012		Contenu obsolète vues les évolutions du code du travail Accord réputé caduc
Accord relatif au temps partiel	18/04/2014	Durée indéterminée		Durée minimale de 15,4 heures par semaine, contrepartie pour les salariés (30 €/an), régularité des horaires, regroupement d'horaires, recherche d'activité complémentaire pérenne...	Sujet maintenant intégré au corps de la nouvelle CCN du conseil et service en élevage Accord réputé caduc au 31/12/2024
Accord relatif à la couverture complémentaire de frais de santé	03/12/2015	Durée indéterminée	Arrêté du 22/04/2016	Participation financière à la couverture complémentaire frais de santé des entreprises : minimum 50 % et 18 €/mois. À creuser : articulation avec l'accord LCA du 18/11/2014 relatif à la couverture complémentaire des frais de santé	Sujet maintenant intégré au corps de la nouvelle CCN du conseil et service en élevage Accord réputé caduc au 31/12/2024

Objet	Date de signature	Durée	Extension	Commentaires	Devenir au 01/01/2025
Accord relatif au management par les compétences	07/12/2016	Durée indéterminée, entrée en vigueur au lendemain de publication de l'arrêté d'extension	Arrêté du 27/07/2017	Référentiel de compétences clés, outils de management collectif et individuel	Accord n'ayant pas eu renouvellement de suite, en raison des travaux sur l'accord de rapprochement des 2 branches puis la négociation de la nouvelle CCN Accord réputé caduc

(Voir page suivante.)

Objet	Date de signature	Durée	Extension	Commentaires	Devenir au 01/01/2025
Accord relatif au développement et au financement de la formation professionnelle	19/11/2002 + Avenant n° 1 du 27/11/2007	19/11/2002 (durée 5 ans à compter du 01/01/2003) + Avenant n° 1 du 27/11/2007 (durée indéterminée)		Contribution annuelle employeur : 0,1 % de la MS, alimentant un fonds conventionnel (section financière OCAPI/AT) Aides orientés vers les activités IA : CAFTI, CQP de la branche IA...	Besoin d'utiliser le 0,1 % pour financer des formations transversales aux entreprises relevant de la nouvelle branche, bénéfique pour toutes les entreprises quelle que soit la CCN historique appliquée auparavant. Il est convenu que les partenaires sociaux s'emparent de ce sujet après le 01/10/2023 et renégocient l'accord, à effet 01/01/2025
Accord collectif relatif à la création de CQP de branches : CQP TCGRA et CPQ AET	03/10/2017	Durée indéterminée (après validation CPNIEFP et inscription au RNCP)	Arrêté du 27/12/2018 portant enregistrement au RNCP (Min. Trav.)		Accord qui a vocation à perdurer après le 31/12/2024, mais qui devra sans doute être renégocié dans le cadre du renouvellement d'inscription au RNCP

Objet	Date de signature	Durée	Extension	Commentaires	Devenir au 01/01/2025
Accord-cadre sur le dialogue social et l'exercice du droit syndical	10/12/2018	Durée déterminée de 5 ans à compter du 01/01/2019		<p>Accord conclu suite à l'expiration de celui du 15 juin 2015 (DD 3 ans).</p> <p>Crédit d'heures syndical forfaitaire : 20 heures/an/OSR branche, rémunéré par l'entreprise du bénéficiaire (en sus des heures de délégation) et invitation à négocier en entreprise sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les moyens de communication syndicale à ajouter aux dispositifs légaux ; – le thème de la neutralisation de la perte de salaire des représentants du personnel rémunérés avec une part variable. 	=> Disparition automatique au 31/12/2023

(Voir page suivante.)

Article 4 | Applicabilité des accords conclus par Coop de France, aujourd'hui dénommée « La Coopération Agricole » (LCA)

Les parties reconnaissent l'applicabilité des accords suivants aux entreprises appliquant la CCN du conseil et service en élevage du 6 juillet 2023, dans la continuité de leur application à la branche du contrôle laitier et/ou à la branche de la sélection et reproduction animales en vue d'opérer une harmonisation par le haut du statut collectif applicable dans la nouvelle branche.

(Voir page suivante.)

Objet	Date de signature	Durée	Extension	Commentaires
Accord décidant pour les organismes relevant de la CCPMA retraite d'intégrer la solidarité mise en œuvre par l'Agirc et l'Arrco	31/01/1996 + Protocole d'accord du 31/01/1996 + Avenant n° du 1 ^{er} octobre 1996 + Relevé de décision de la commission nationale paritaire des organismes professionnels agricoles réunie le 18/11/2011		Arrêté du 1 ^{er} avril 1997 (Min. Agri.)	Intégration Agirc-Arrco + Cotisation obligatoire de 1,24 % (répartie à 50/50 employeurs/salariés), finançant un dispositif de retraite supplémentaire pour tous les salariés Signature par la confédération française de La Coopération Agricole (Coop de France/LCA), pas directement par le SNCIA ni FCEL
Accord créant le CQP inter-branches technicien conseil aux adhérents de coopératives » (TCAC) Annule et remplace l'accord du 20/06/2003 sur le même objet	23/05/2012	Durée indéterminée		Signé par Coop de France (LCA), pas directement par le SNCIA ni FCEL. – Donc applicable à la branche 7021, à priori pas à la 7008 Remplacé par le CQP renouvelé « TCA », accessible aux deux réseaux IA et CL
Accord sur la formation professionnelle dans diverses branches de la filière alimentaire Abroge divers accords notamment : 03/02/1993, 21/12/1993, 20/10/2004, 06/12/2004, 07/04/2005, 17/05/2005, 20/02/2006, 25/03/2005 (sauf certains articles), 24/11/2005, 08/02/2013, 27/02/2013	30/10/2014 pour une durée déterminée : 01/01/2015 – 31/12/2017 A priori non prolongé, car concernait OPCALIM (remplacé depuis par OCAPIAT)			Applicable aux branches 7008 et 7021 Prévoit une contribution spécifique multi branches (désormais prévue par accord du 1 ^{er} décembre 2020 – voir ci-après)

Objet	Date de signature	Durée	Extension	Commentaires
Accord collectif national relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé dans la coopération agricole et dans des branches des industries agroalimentaires (Coop de France)	18/11/2014 + Avenant n° 1 du 02/12/2014 + Avenant n° 2 du 16/03/2015	Durée indéterminée		Applicable à la branche 7021 mais pas 7008 Référéncement d'offres d'assureurs santé
Accord « Mise en place d'une mutualisation des fonds relatifs à la participation des employeurs agricoles à l'effort de construction (PAEAE) au sein de la coopération agricole » (Coop de France)	29/11/2016	Durée indéterminée		« 1 % Logement » Signé par Coop de France (LCA), pas directement par le SNCIA ni FCEL Applicable à la branche 7021, pas à la 7008. Possibilité de gestion en direct, pas via Action Logement – certaines entreprises du contrôle laitier le font, d'autres procèdent de façon mutualisée Dispositions modifiées, et élargies à la branche CL, par l'accord interbranches du 24 janvier 2023 sur l'emploi et l'attractivité des coopératives agricoles et des entreprises de conseil en élevage
Accord relatif aux règles et modalités de prise en charge du contrat de professionnalisation et de la Pro-A dans le secteur alimentaire (LCA)	21/01/2020	Durée déterminée de 5 ans à compter du 1 ^{er} janvier 2020		Applicable aux branches 7008 et 7021

Objet	Date de signature	Durée	Extension	Commentaires
Accord relatif aux certifications éligibles à la Pro-A dans diverses branches du secteur alimentaire (LCA)	21/01/2020	Durée déterminée de 5 ans à compter de sa publication au <i>Journal officiel</i>	Arrêté du 06/11/2020 (n° 20263) <i>Journal officiel</i> du 14/11/2020	Applicable aux branches 7008 et 7021 Liste les CQP, notamment le CQP opérateur qualité (RNCP 18214), le CQP technicien(ne) qualité (RNCP 18211), le CQP TCGRA (RNCP 32078) et le CQP ATCRA (RNCP ...)
Accord collectif relatif à la formation professionnelle et l'apprentissage dans les diverses branches du secteur alimentaire (LCA) Cet accord abroge les précédents accords LCA : accord du 06/12/2004 relatif au développement du tutorat, accord du 27/02/2013 relatif à la professionnalisation et au DIF, et accord du 02/11/2011 relatif à la CPNIEFP inter-alimentaire	01/12/2020 + avenant du 12/07/2023, complétant l'article 20	Durée déterminée de 5 ans, sauf article 9 « Entretien professionnel » (durée indéterminée)		Applicable aux branches 7008 et 7021 Instaure une contribution conventionnelle spécifique (art. 20) à verser par entre > 10 sal. à OCAPIAT (0,005 % à 0,03 % de la MS selon seuils d'effectifs et progressivité 2021-2023) Les branches ayant institué une contribution conventionnelle peuvent faire le choix de l'utiliser pour financer la contribution spécifique multi branches

Objet	Date de signature	Durée	Extension	Commentaires
Accord interbranchés sur l'emploi et l'attractivité des coopératives agricoles et des entreprises de conseil en élevage	24/01/2023	Durée indéterminée	Arrêté du 20 juillet 2023 (<i>Journal officiel</i> du 26/07)	<p>Applicable aux branches 7008 et 7021</p> <p>Contenu destiné à promouvoir l'emploi et l'attractivité des coopératives agricoles et des entreprises de conseil en élevage dans les territoires par :</p> <ul style="list-style-type: none"> – un renforcement de la mutualisation des fonds de la PEAC agricole à destination des entreprises de moins de 50 salariés pour améliorer le logement des salariés en zone rurale ; – la création d'un budget spécifique activités sociales et culturelles dans les entreprises de moins de 50 salariés (0,2 %) ; – le toilettage et la modernisation de la sécurité de l'emploi en facilitant notamment la mobilité professionnelle ; – la promotion de la mobilité durable en mettant à disposition des coopératives et de leurs salariés des solutions alternatives de transport ; – la promotion du mentorat afin de soutenir la réussite éducative des jeunes et accompagner leur insertion professionnelle.

Article 5 | Rôle de la CPPNI du conseil et service en élevage

La CPPNI du conseil et service en élevage, issue de la convention collective du 6 juillet 2023, constituera le cadre approprié pour mener les renégociations mentionnées ci-dessus.

Durant les années 2023 et 2024, elle sera composée et se réunira conformément à l'accord « CPPNI » du 25 septembre 2023 conclu parallèlement au présent accord.

Article 6 | Date d'effet. Suivi et durée de l'accord

Le présent accord prend effet à compter du 1^{er} octobre 2023.

Il est conclu pour une durée déterminée. Il expirera automatiquement et sans formalisme particulier le 31 décembre 2025.

Article 7 | Révision de l'accord

Le présent accord peut être révisé en tout ou partie selon les modalités suivantes :

- la demande de révision doit être portée à la connaissance des autres parties signataires, par courrier recommandé avec accusé de réception précisant son objet ;
- les négociations débiteront au plus tard dans un délai de trois mois suivant la réception de la demande de révision.

Article 8 | Dénonciation de l'accord

Le présent accord peut être dénoncé conformément aux dispositions légales applicables, à ce jour l'article L. 2261-9 et suivants du code du travail. La dénonciation est notifiée par son auteur aux autres signataires du présent accord.

Article 9 | Dépôt. Extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Les parties signataires sollicitent l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 6 novembre 2023.

(Suivent les signatures.)